

Marie Pierre VIEU, députée européenne, PCF-Gauche Unie Européenne :

### **Nos écoles ne sont pas à vendre !**

Je suis allée mercredi 20 mars dire sur place mon soutien aux enseignants, parents d'élèves et maires mobilisés pour l'école de Lutilhous.

Certains répondront que le sujet est clos depuis l'annonce au dernier Conseil Départemental de l'Éducation Nationale de sa fermeture à la rentrée 2019. Reste que seul le directeur académique des services de l'Éducation Nationale (DASEN) peut acter une telle décision et que pour l'heure, celui ci s'est révélé incapable de répondre à cette question simple : Quel dysfonctionnement à Lutilhous peut nécessiter sa fermeture ?

### **En finir avec la liste noire des fermetures de classes.**

« Construire l'école de la bienveillance en instaurant le respect d'autrui, un meilleur soutien des élèves, la culture et les arts au cœur du projet éducatif ainsi que le bien-être des enfants : santé et sport ... », la liste des bonnes intentions affichées par le Ministère de l'Éducation Nationale est riche. Dommage que sa mise en œuvre se fasse sur une partition discordante.

Car des discours aux actes il y a plus qu'une césure, on peut parler d'une nouvelle fracture sociale en train de s'instaurer ! L'école de Lutilhous est un petit bijou, aux couleurs chatoyantes dont n'importe quel enfant et famille peut rêver. Elle participe d'un Regroupement Pédagogique Intercommunal qui s'est construit dans le dialogue et la coopération respectueux d'un équilibre territorial garant de la vitalité locale, de son économie et de ses rapports sociaux.

En finir avec sa classe unique remet en cause cet équilibre là et c'est grave ! De plus cette décision est prise au mépris de l'avis des élus, des personnels, des familles et pire, contre les enfants eux mêmes. Ce dernier point justifie à lui seul que l'inspecteur d'académie révise sa copie.

### **Partir des besoins locaux, pas d'une arithmétique comptable.**

A Lutilhous, comme dans beaucoup trop de communes, la réduction de moyens vient percuter de plein fouet l'apprentissage des savoirs, l'organisation territoriale et la démocratie inter-communale.

La priorité à la ruralité ne peut rester un slogan vide d'engagements !

L'éducation est un investissement, non un coût. Dans les Hautes-Pyrénées comme partout en France, la continuité de service public doit se faire avec et pour les populations. Elle est la condition de la dynamisation de nos vallées et bassins de vie !

La mobilisation se poursuit à Lutilhous comme à Gèdre/Gavarnie commune aussi touchée par une fermeture de classe et où je me rendrai le vendredi 5 avril. Mobilisons nous à leurs côtés!

Tarbes le 24 mars